

Informations du Guatemala

3^e année, n° 146

Du 16 au 24 octobre 1985

POLITIQUE

L'armée est responsable de la violence
Le vote est obligatoire
Manque de pluralisme politique
Le processus électoral manque de crédibilité
Entretien de De la Madrid et de Mejia Victores
Divergences accrues

ECONOMIE

Suppression des prix plafonds

INSURRECTION

D'importants combats à San Marcos
Occupation d'un chef-lieu municipal
Intensification des actions insurrectionnelles
De nouveaux combats à El Quiché

SITUATION SOCIALE

La pauvreté augmente
Mesures de pression, annoncées

DROITS DE L'HOMME

La violence en hausse
La répression à Chimaltenango se poursuit
Assassinat d'un promoteur politique

POLITIQUE

L'ARMEE EST RESPONSABLE DE LA VIOLENCE

Le 22 octobre, à Paris, en France, Amnesty International signalait qu'elle était en possession de preuves établissant la responsabilité des forces gouvernementales guatémaltèques dans des cas d'agissements para-judiciaires, commis à grande échelle dans les campagnes ainsi que dans des affaires d'enlèvements et d'assassinats. Elle reproche, en outre, aux autorités de ce pays d'Amérique centrale de n'être pas efficace pour ce qui est de mettre un terme aux disparitions, tortures et exécutions sommaires.

Dans un document, envoyé aux milieux de presse, reprenant les premières conclusions de la délégation de Amnesty International au cours du voyage qu'elle a effectué, l'organisation humanitaire condamne le régime du Général Mejia Victores de violer les Droits de l'Homme et elle précise que les escadrons de la mort sont composés de policiers et de militaires "qui agissent aux ordres de hauts fonctionnaires guatémaltèques".

LE VOTE EST OBLIGATOIRE

Le 18 octobre, le Tribunal Suprême Electoral faisait savoir que les citoyens qui refuseraient de se plier à l'obligation de voter au cours des élections présidentielles de 3 novembre se verraient infliger des amendes..

Les forces de sécurité exigent les documents du recensement électoral au cours de leurs opérations de fouille, de vérification d'identité et autres opérations de contrôle.

MANQUE DE PLURALISME POLITIQUE

Le 17 octobre, l'expert en constitutionnalité, Jorge Mario Garcia Laguardia, faisait état du fait qu'il existe dans le processus électoral actuel au Guatemala, un manque de pluralisme politique flagrant.

Garcia, Directeur du Centre d'Expertise et de Promotion Electorales d'Amérique Centrale CAPEL, dont le siège se trouve au Costa Rica, affirme que seuls les groupes politiques situés dans un rayon allant du centre-droite à l'extrême-droite, à l'exclusion totale des secteurs de gauche, participent aux élections présidentielles guatémaltèques.

LE PROCESSUS ELECTORAL MANQUE DE CREDIBILITE

Gustavo Ortiz Cruz, candidat à la mairie de la petite ville de San Cristobald Acasaguastlan, située dans le département de Zacapa, a été enlevé et assassiné par la suite, le 16 octobre, par des hommes armés et inconnus. Cet incident a occasionné de nombreuses protestations émanant de divers hommes politiques et mettant en cause les autorités.

Le Secrétaire Général du Parti National Réformateur, dont Ortiz était membre, souligne que "la violence politique que connaît le Guatemala porte atteinte à la crédibilité du processus électoral".

ENTRETIEN DE DE LA MADRID ET DE MEJIA VICTORES

Le Président mexicain Miguel de la Madrid Hurtado et le Chef de l'Etat guatémaltèque, le Général Oscar Mejia Victores, se sont rencontrés, le 17 octobre, dans la ville frontalière de Tapachula, au Mexique, où ils ont manifesté leur désir de renforcer les relations bilatérales, commerciales, économiques, scientifiques, techniques, éducatives et culturelles entre les deux pays.

Le Président De la Madrid Hurtado a réitéré les principes de la politique extérieure mexicaine (de non-intervention et de libre détermination) et a demandé que les négociations prennent le pas sur les agressions. Les deux mandataires sont tombés d'accord sur la nécessité d'appuyer l'action du Groupe de Contadora et le Nouvel Ordre Economique International.

DIVERGENCES ACCRUES

Le 22 octobre, les producteurs de café ont décidé de prendre des mesures effectives

aux fins d'obliger le gouvernement à payer la somme de 4 quetzales pour chaque dollar obtenu grâce à la vente des produits d'exportation.

Dans un communiqué de presse intitulé "Exporter ou Mourir", l'Association des Producteurs de Café de l'Orient du Guatemala -ACOGUA- stipule que les fonctionnaires de la Banque Centrale et le gouvernement cherchent à "ruiner l'économie du pays". Les producteurs de café, qui sont déjà exonérés de la majorité des impôts, sont les plus importantes sources de devises qui entrent dans le pays.

ECONOMIE

SUPPRESSION DES PRIX PLAFONDS

Le 15 octobre, le gouvernement supprimait les prix plafonds imposés pour la viande et d'autres produits de base à la suite des pressions qu'il a subi de la part des secteurs productifs et commerciaux.

Ces prix plafonds avaient été fixés, début septembre, en réponse aux protestations populaires qui exigeaient la réduction du coût de la vie.

INSURRECTION

D'IMPORTANTES COMBATS A SAN MARCOS

Le 14 octobre, l'Organisation du Peuple en Armes, ORPA, signalait que trois combats entre insurgés et troupes Kaibiles, se sont produits, le 13 octobre, aux alentours de la propriété Perù, à El Tumbador, situé à San Marcos. C'est là même que la veille, les rebelles avaient mis en pièces un détachement militaire et détruit un centre d'opérations de l'armée.

L'ORPA revendique également l'occupation politico-militaire de la bourgade El Bujonal et d'un tronçon routier qui mène à la ville de Malacatàn, située à San Marcos.

OCCUPATION D'UN CHEF-LIEU MUNICIPAL

Un rapport diffusé le 21 octobre fait mention du fait que les forces de l'ORPA ont occupé, le 19 octobre, le chef-lieu municipal de Santa Barbara, dans le département méridional de Suchitepéquez et qu'elles ont organisé une réunion politique avec quelques 800 habitants.

L'ORPA signale qu'au cours de cette réunion politique, qui a duré plus de deux heures, la "plateforme" de la lutte menée par l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque avait été expliquée ainsi que la nature de processus électoral qui se rapproche.

INTENSIFICATION DES ACTIONS INSURRECTIONNELLES

Le 16 octobre, le journal El Grafico mettait l'accent sur le fait que des groupes insurrectionnels reprennent et intensifient leurs actions, et plus particulièrement dans le sud-ouest et le centre-ouest du pays.

Cette même information relate des actions des guérilleros et des affrontements entre rebelles et soldats dans les départements de San Marcos, Suchitepéquez et Sololà et, mentionne que les guérilleros mettent sur pied des réunions à caractère politique avec la population.

DE NOUVEAUX COMBATS A EL QUICHE

Le 19 octobre, un rapport des Relations Publiques de l'armée signalait qu'à la suite des récents affrontements entre insurgés et soldats, dans le département de El Quiché, au nord-ouest du pays, on avait dénombré 19 morts et 6 blessés.

L'information officielle précise que parmi les soldats qui sont morts, se trouvaient le Lieutenant Bonifacio de León et le Sous-Lieutenant Julio Ibarra, sans oublier 4 autres soldats.

SITUATION SOCIALE

LA PAUVRETE AUGMENTE

Le 18 octobre, à l'occasion d'une conférence de presse organisée pour commémorer le jour mondial de l'alimentation, le Docteur Luis Octavio Angel, Directeur de l'Institut de Nutrition d'Amérique Centrale et du Panama -INCAP- mettait en exergue le fait que

